

10061



ICTR-97-36-I
20-5-2008
(213bis - 183bis)
Tribunal pénal international pour le Rwanda

213bis
Jully

Arusha International Conference Centre
P.O. Box 6016, Arusha, Tanzania - B.P. 6016, Arusha, Tanzania
Tel: 255 27 2504207-11 2504367-72 or 1 212 963 2850 Fax: 255 27 2504000/2504373 or 1 212 963 2848/49

**LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE DÉSIGNÉE CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE 11 BIS DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE ET DE PREUVE**

Devant les juges : Inès M. Weinberg de Roca, Présidente
Lee Gacuiga Muthoga
Robert Fremr

Greffe : Adama Dieng

Date de dépôt : 25 avril 2008

RECEVU
2008 AVR 27 A 11:45
JULY

LE PROCUREUR

c.

YUSSUF MUNYAKAZI

Affaire n° ICTR-1997-36-I

**DÉPÔT DU MÉMOIRE ÉCRIT DU PROCUREUR ET D'UNE PIÈCE À CONVICTION
CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS DE LA CHAMBRE DÉSIGNÉE POUR
EXAMINER LA DEMANDE DE TRANSFERT DE DOSSIER AUX JURIDICTIONS
RWANDAISES PENDANT L'AUDIENCE DU 24 AVRIL 2008**

Bureau du Procureur
Hassan Bubacar Jallow
Bongani Majola
Alex Obote-Odora
Richard Karegyesa
George William Mugwanya
Inneke Onsea
François Nsanzuwera
Florida Kabasinga
William Mubiru

Conseils de l'accusé
M^e Jwani Timothy Mwaikusa
M^e Éliane Nympinga

Zubai

NATURE DES PIÈCES À DÉPOSER

1. Durant l'audience relative à la « *Demande du Procureur tendant à solliciter le renvoi de l'affaire Yussuf Munyakazi au Rwanda en application de l'article 11 bis du Règlement de procédure de preuve du Tribunal* » (ci-après « l'audience »), la Chambre a ordonné aux parties et aux amis de la cour de limiter leurs arguments aux questions nouvelles et de présenter tous les autres arguments, s'il y a lieu, sous forme de mémoires écrits à déposer auprès de la Chambre après l'audience.
2. La Chambre a également autorisé le Bureau du Procureur à verser au dossier de l'affaire une pièce à conviction du Procureur sous la côte P1. Il s'agit d'un document renfermant une Décision rendue par [une] Cour d'appel française. De surcroît, la Chambre a ordonné au Greffe d'assurer la traduction dudit document.
3. En conséquence, accompagnés du présent mémoire, le Bureau du Procureur voudrait officiellement déposer les mémoires écrits du Procureur Hassan Bubacar Jallow, et de Alex Obote-Odora, chef de la division des appels et des services juridiques ainsi que ladite pièce à conviction du Procureur P1, documents ci-joints respectivement en Annexe « A », « B » et « C ».

Arusha (Tanzanie), ce 25 avril 2008

Pour le Procureur
Hassan Bubacar Jallow et P.O.

[Signé]

Alex Obote-Odora, Chef de la Division des
appels et des services juridiques (ALAD)

Affaire Le Procureur c. Yusuf Munyakazi
Audience relative à la demande de renvoi de l'acte d'accusation aux juridictions
rwandaises en vertu de l'article 11 bis du Règlement de procédure et
de preuve du Tribunal

Honorables juges,

Les arguments oraux suivants complètent le mémoire écrit joint à la demande de renvoi de l'acte d'accusation aux juridictions rwandaises datée du 7 septembre 2007, ainsi que les réponses du Bureau du Procureur aux mémoires de la Défense et des *Amis de la cour* en l'espèce, à savoir, Human Rights Watch (HRW) et l'Association internationale des avocats de la défense (ICDAA). De surcroît, le Procureur demande respectueusement à la Chambre de prendre en compte les mémoires écrits présentés par la République rwandaise, pays de renvoi et par le Barreau de ce pays, l'Ordre des avocats de Kigali.

Permettez-moi de me pencher sur les *paramètres juridiques* devant guider la Chambre qui doit statuer sur une demande de renvoi de dossier en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal.

Cette argumentation sera suivie de celle du Dr. Alex Obote-Odora, chef de la Division des appels et des services juridiques, portant sur d'autres questions juridiques précises, notamment celles de la compétence, du procès équitable, des témoins de la défense et de l'assistance judiciaire.

Selon le Bureau du Procureur lorsqu'elle se prononce sur une demande de renvoi de dossier en vertu de l'article 11 *bis* du Règlement, la Chambre doit être naturellement guidée par les conditions fixées par ledit article.

La Chambre de céans n'est pas la seule à être saisie pour déterminer si la législation du Rwanda, notamment si la loi organique portant régime juridique spécial fournit suffisamment de garanties en vue d'un procès équitable. En effet, la Cour d'appel de [Chambéry] en France s'est prononcée sur la même question dans le cadre d'une demande d'extradition au Rwanda d'un certain KAMANA CLAVER pour faits de génocide et crimes contre l'humanité. Le 2 avril 2008, cette Cour d'appel a fait droit à cette demande d'extradition sur la base, entre autres, du fait que le système juridique du Rwanda, notamment le régime spécial, garantit les droits de l'accusé à un procès équitable ainsi qu'à celui d'être jugé sans retard excessif.

Il va sans dire que cet arrêt rendu par une juridiction nationale ne s'impose pas à la Chambre de céans. Toutefois, vu sa valeur persuasive, je recommande vivement à cette auguste Chambre de s'en inspirer.

Ce faisant, le rôle de la Chambre de céans n'est pas de trouver un modèle parfait de juridiction nationale à l'abri de dénis de justice et de problèmes de capacité, mais essentiellement, de dire si l'accusé bénéficiera d'un procès équitable au Rwanda.

Un tel système n'existe nulle part au monde. Nombre de juridictions nationales ont du mal à offrir les garanties d'une procédure régulière et sont confrontées à des problèmes de capacité. La Chambre doit avant tout déterminer si l'État rwandais dispose d'un cadre juridique adéquat lui permettant de garantir l'équité et la régularité de la procédure. Ensuite, il s'agit d'établir si ledit cadre juridique prévoit un mécanisme de recours en cas de déni de justice. Comme mes distingués confrères le feront remarquer en plus grand détail, le Rwanda satisfait ces deux tests fondamentaux.

Le Rwanda dispose d'un régime spécial pour le renvoi des affaires

Il convient de souligner que le Rwanda a mis en place ce que l'on pourrait décrire comme un régime juridique *spécial ou particulier* relatif aux affaires renvoyées par le TPIR (et les États tiers). Ledit cadre juridique est prévu par la *Loi organique n° 11/2007 du 16 mars 2007*. Ce cadre exhaustif vise à garantir un procès équitable à tout accusé transféré par le Tribunal au Rwanda. Ce qui exclut l'application de la peine capitale. Ledit cadre couvre non seulement les *questions juridictionnelles*, mais aussi garantit l'application judicieuse de la loi et de toutes les normes du procès équitable admises sur le plan international ainsi que la protection des témoins et la facilitation de la Défense. En réalité, cette loi s'inspire substantiellement de l'article 20 du Statut du TPIR relatif aux droits de l'accusé. Ladite loi organique garantit que des observateurs nommés par le TPIR suivant le déroulement des procès au Rwanda et pourront s'acquitter effectivement de leurs responsabilités sans entraves, et que le Comité international de la Croix rouge sera en mesure d'inspecter librement tout lieu de détention et d'évaluer les conditions de détention de tout accusé dont le dossier fait l'objet d'un renvoi.

Ledit régime spécial prévoit un mécanisme de recours. En effet, les décisions de la Haute cour qui a compétence sur ces dossiers peuvent être révisées par la même juridiction et attaquées auprès de la Cour suprême du Rwanda, essentiellement pour les mêmes motifs que les appels interjetés auprès de la Chambre d'appel du TPIR. Ainsi, en cas de violation des conditions prescrites par la Chambre dans la décision de renvoi, le régime spécial permet au TPIR de révoquer sa décision de renvoi et le Rwanda s'engage, tant dans sa législation que les actes de procédure déposés auprès de la Chambre, à déférer immédiatement l'affaire au TPIR.

À cet égard, l'attention de la Chambre est appelée sur le paragraphe 13 [de la version anglaise] du mémoire *d'Amicus curiae* de HRW dans lequel cette organisation admet qu'à première vue la législation rwandaise est conforme aux dispositions prévues pour un procès équitable à l'article 20 du Statut du Tribunal.

Bien que HRW ait continué à défendre le point de vue selon lequel la Chambre de céans ne devrait pas ordonner le renvoi de dossier en se fondant sur certaines préoccupations qu'elle a exprimées, le Procureur estime que ces préoccupations ne sont ni pertinentes ni fondées.

Il faut faire une distinction entre le régime spécial relatif au renvoi d'affaires au Rwanda et le cadre juridique plus large qui englobe les juridictions Gacaca

En troisième lieu, il faut faire la distinction entre le régime spécial relatif au renvoi des affaires – qui comporte différents aspects importants qui lui sont spécifiques – et le cadre

juridique plus large qui englobe les juridictions telles que les tribunaux *Gacaca*. Dans l'ensemble, dans leurs écritures, la Défense et les *Amis de la cour*, qui s'opposent au renvoi du dossier de l'accusé au Rwanda, ont eu tendance à ne pas faire cette importante distinction et de mettre l'accent sur ce cadre plus large plutôt que sur le régime juridique spécial. Une telle démarche a poussé la Défense et les *Amis de la cour* qui s'opposent au renvoi du dossier à soumettre à la Chambre des documents sur les pratiques et lacunes supposées constatées dans le cadre juridique plus large, lesquelles ne sont pas nécessairement utiles ou pertinentes en ce qui concerne la question dont cette Chambre est saisie.

Nombre des allégations contenues dans les mémoires en opposition au renvoi du dossier n'ont, à notre humble avis, rien à voir avec la question dont la Chambre est saisie dans la mesure où elles ont un lien avec le cadre juridique plus large du Rwanda et non pas avec le régime juridique spécial mis en place dans ce pays pour le renvoi des affaires. Nombre de ces allégations proviennent de sources non identifiées ou anonymes sur lesquelles une juridiction ne saurait se fonder. Les allégations factuelles contenues dans lesdits mémoires sont sans fondement et même hors de propos et, dans certains cas, des conclusions erronées ont été tirées à partir des faits. Par exemple, le témoignage du professeur Schabas au sujet de la déclaration du Président de la Haute cour cité au paragraphe 53 [de la version anglaise] du mémoire de HRW ne visait pas à étayer la thèse de cette organisation selon laquelle les tribunaux rwandais ne sont pas indépendants mais bien au contraire tend à prouver que ceux-ci résistent à toute tentative d'ingérence même de la part de responsables du Gouvernement. Cela devrait plutôt constituer un exemple de l'indépendance tout à fait manifeste du système judiciaire rwandais.

Outre les garanties d'un procès équitable et le mécanisme de *recours* déjà mentionnés, aux termes du régime spécial rwandais relatif au renvoi des affaires, seule la *Haute cour* a compétence pour connaître en premier ressort de toutes les affaires faisant l'objet d'un renvoi, la *Cour suprême* statuant comme cour d'appel. Ces juridictions sont impartiales et indépendantes et, qui plus est, composées de magistrats et de juristes qualifiés, qui ont déjà statué et continuent de statuer sur des crimes graves, y compris le génocide.

Le fardeau/la norme de la preuve et la pertinence des allégations de la Défense relatives aux violations des droits de l'homme au Rwanda

La Défense et les *Amis de la cour*, qui s'opposent au renvoi du dossier de l'accusé au Rwanda, font valoir qu'en pratique, le Rwanda viole les droits de l'homme et ne permet pas aux personnes accusées de bénéficier d'un procès équitable. Comme nous l'avons fait observer plus haut, nombre de ces violations alléguées concernent le système judiciaire pénal plus large en vigueur au Rwanda et non le régime spécial relatif au renvoi des affaires. En somme, de telles allégations n'ont aucune pertinence par rapport à la demande de renvoi de dossier, car celui-ci est régi par un régime juridique spécial. À vrai dire, ce régime n'étant pas encore entièrement opérationnel, il est prématuré et purement conjectural d'affirmer, à ce stade, qu'il ne fonctionnera pas correctement et que le Rwanda violera sa propre législation.

L'on peut présumer que tous les pays, y compris le Rwanda, ont l'intention de respecter leur propre législation. Cette présomption ne peut être battue en brèche que par des éléments de preuve concrets démontrant que le pays en question n'a pas respecté cette législation. Toutefois,

au Rwanda, la loi relative au renvoi des affaires n'a pas encore été appliquée. Donc, rien ne permet d'affirmer, comme le font dans leurs mémoires les parties opposées au renvoi, que la loi ne sera pas respectée.

À mon avis, cette présomption pourrait également être battue en brèche, nonobstant le fait que le régime juridique spécial n'ait pas encore été appliqué, s'il est possible de prouver, malgré le caractère adéquat de la loi, qu'il y a des éléments propres à la situation personnelle de l'accusé permettant de croire que ses droits à un procès équitable ne seront probablement pas respectés. Permettez-moi de dire que rien de tel n'a été évoqué dans les mémoires en opposition déposés auprès de la Chambre.

En tout état de cause, il importe de rappeler que le fardeau de la preuve des allégations de violation des droits de l'homme (auxquelles le Rwanda aura l'occasion de répondre en tant qu'*Ami de la cour*) et leur pertinence dans cette procédure de renvoi dont la Chambre est saisie incombe à leurs auteurs. Dans l'ensemble, il s'agit d'allégations générales et injustifiées dont la pertinence en l'espèce reste à démontrer.

De surcroît, en ni la Défense ni les *Amis de la cour* qui s'opposent à la demande de renvoi ne disent ni ne démontrent que le Rwanda a pris ou non des mesures pour répondre ou remédier aux violations alléguées.

Qui plus est, bien que la Défense et les *Amis de la cour* qui s'opposent à la demande de renvoi allèguent des violations de droits de l'homme, aucune partie ne démontre que l'ensemble du système judiciaire rwandais est corrompu et, de ce fait, incapable de garantir à l'accusé une procédure équitable et régulière. Nous exhortons respectueusement la Chambre à appliquer le test juridique établi, en application de l'article 11 *bis*, par la jurisprudence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans l'affaire *Trbic*. Dans cette affaire, où la Défense exprime ses craintes de voir les droits d'un accusé violés, deux conditions doivent être prises en compte dans l'évaluation d'une telle allégation :

- Premièrement, les juges doivent se pencher sur la question de savoir si les craintes manifestées relativement à la sécurité de l'accusé sont fondées ou étayées par des faits.
- Deuxièmement, si ces allégations de menaces sont fondées ou étayées par des faits, les juges doivent déterminer que les autorités du pays de renvoi seront en mesure de protéger l'accusé contre toute attaque attentatoire à sa vie ou à son intégrité physique (affaire ...).

Le Procureur fait valoir que le critère juridique susmentionné s'applique à d'autres allégations ou craintes concernant une violation des droits de l'accusé : Les juges doivent déterminer si lesdites allégations sont fondées ou étayées par des faits. Même si ces craintes sont fondées, cela ne met pas fin aux enquêtes. Bien au contraire, la Chambre doit examiner la question de savoir si l'État de renvoi sera en mesure de respecter ou de garantir le respect des droits de l'accusé. En l'espèce, la Défense et les *Amis de la cour* qui s'opposent au renvoi du dossier n'ont pas rempli ces deux conditions.

207615

Le Rwanda a accepté les procédures de suivi et de révocation prévues à l'article 11 bis du Règlement de procédure et de preuve

Le Procureur exhorte respectueusement la Chambre à tenir compte du fait que le cadre juridique du Rwanda garantit toutes les mesures de sauvegarde et les mécanismes de contrôle prévus à l'article 11 bis. Celui-ci prévoit que des *observateurs* nommés par le TPIR pourront suivre le déroulement des procès au Rwanda et seront en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités sans entraves. Il est aussi prévu que le Comité international de la Croix rouge pourra inspecter librement tout lieu de détention et que toutes les personnes détenues le seront conformément aux normes minimales des Nations Unies. Le régime spécial prévoit également un mécanisme de recours, sous forme de *révocation*. Ainsi, en cas de violation des conditions prescrites par la Chambre dans la décision de renvoi du dossier, il est prévu que le Rwanda acceptera la révocation du renvoi de l'affaire par le TPIR et s'engage à accepter de retourner immédiatement le dossier au TPIR. Comme nous l'avons signalé en détail dans nos arguments écrits, il est établi dans la jurisprudence de la Chambre d'appel du Tribunal de céans et du TPIY (Décision *Stankovic*) que le fait que le suivi des procès soit prévu constitue une variable judiciaire qu'une Chambre pourrait inclure dans une équation au titre de l'article 11 bis.

En conséquence, le Procureur fait valoir que le Rwanda qui a compétence pour juger cette affaire, ayant aboli la peine capitale, ayant mis en place un cadre juridique adéquat pour garantir que de telles affaires fassent l'objet d'un procès équitable en prévoyant le suivi du déroulement des procès et/ou l'inspection des lieux de détention, et en l'absence de toute situation clairement fondée qui prouverait que l'accusé ne bénéficierait pas d'un procès équitable au Rwanda, remplit les conditions prescrites à l'article 11 bis du Règlement de procédure et de preuve du TPIR. De surcroît, nous recommandons que les honorables juges fassent droit à la *Demande du Procureur tendant à solliciter le renvoi de l'affaire Yusuf Munyakazi au Rwanda*.

Arguments oraux relativement à la requête concernant le renvoi de l'affaire *Munyakazi* en vertu de l'article 11bis

Arguments présentés par Alex Obote-Odora

1. Je fais mienne l'argumentation orale du Procureur et voudrais souligner que mes déclarations complètent le *Mémoire écrit* du Procureur portant sur la requête en date du 7 septembre 2007 visant le renvoi ainsi que ses réponses aux *Amis de la Cour* dans la présente affaire dont « Human Rights Watch » (HRW) et l'Association internationale des avocats de la défense (ICDAA). En outre, je prie la Chambre de prendre en considération les arguments écrits présentés par le Rwanda, pays où l'affaire doit être renvoyée, ainsi que ceux de son Barreau, l'Ordre des avocats de Kigali.
2. Je voudrais faire valoir que le Rwanda est compétent pour recevoir et juger l'accusé Yusuf Munyakazi. Je voudrais également qu'il soit noté au procès verbal que ni la Défense ni les *Amis de la Cour* n'ont contesté la compétence du Rwanda en la matière, en vertu de l'article 11 bis A i), mais ont simplement suggéré que sa législation n'aurait pas défini les crimes d'une manière adéquate.

2008

3. Deuxièmement, les documents sur lesquels les Amis de la Cour se sont appuyés n'ont aucune valeur probante et devraient être rejetés. Cette documentation n'a pas obéi à l'article 27 2) iii) de la Directive à l'intention du Greffe du TPIR relativement au dépôt d'un mémoire portant sur des faits litigieux. Fait encore plus important, les sources desdits documents sont non vérifiées, peu pertinentes et sans valeur probante. J'invite donc le Tribunal à rejeter ces sources et leurs annexes pour les motifs que j'expliquerai sous peu.

Arguments

4. **Compétence :** Dans sa requête datée du 7 septembre 2007, le Procureur fait valoir que le Rwanda a compétence pour recevoir le dossier car c'est le pays où l'accusé a commis les crimes (voir par. 8 et 9) et de surcroît, il affirme que ce pays est disposé et tout à fait prêt à accepter l'affaire (voir par. 10 à 17).

Le Procureur fait également valoir que le Rwanda dispose d'un cadre juridique qui criminalise tous les agissements allégués de l'accusé et prévoit une grille de peines adéquate (voir par. 18 à 33).

5. Dans sa réponse datée du 2 octobre 2007, la Défense n'a pas contesté la compétence du Rwanda. Au contraire, elle a avancé des raisons non juridiques sortant du champ d'application de l'article 11 *bis* et qui ne sont pas pertinentes quant à la question de savoir si le dossier de l'accusé Yussuf Munyakazi devrait être renvoyé au Rwanda (voir par. 3 intitulé : Le TPIR n'a aucune raison de renvoyer l'affaire de l'accusé).

6. **Procès juste et équitable :** La Défense et les *Amici* ont concédé que le Rwanda disposait du cadre juridique nécessaire pour la conduite d'un procès équitable. Ils font toutefois valoir que, dans sa pratique, le Rwanda *pourrait ne pas se conformer* à la loi. La Défense et les *Amici* font de surcroît valoir que même si le Rwanda a aboli la peine de mort, les conditions d'exécution des peines, parfois liées à des dispositions spéciales, ainsi que celles de détention avant le procès, violent les exigences d'un procès équitable. La Défense et les *Amici* affirment également que les observateurs ne seront pas efficaces. Ces affirmations se fondent sur les déclarations de témoins anonymes dont l'intégrité n'est pas sûre et la crédibilité ne peut être évaluée de manière indépendante.

7. Le mémoire écrit du Procureur accompagnant la requête en renvoi en date du 7 septembre 2007 ainsi que ses réponses à la Défense, à Human Rights Watch (HRW), ainsi qu'à l'Association internationale des avocats de la défense (ICDDAA), a fourni des éclaircissements sur toutes ces questions.

- Le Procureur a examiné le cadre juridique du Rwanda qui criminalise les actes reprochés à l'accusé ainsi que la grille des peines dans les paragraphes 18 à 33 de sa requête en renvoi.
- Le fait expliquant pourquoi l'accusé aura droit à un procès équitable au Rwanda et qu'il ne sera ni condamné à la peine capitale ni exécuté figure dans les paragraphes 37 à 57.

- Le droit de l'accusé de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, de se défendre lui-même ou d'avoir l'assistance d'un conseil de son choix et, s'il est indigent, de s'en voir commettre un sans frais est explicité dans les paragraphes 59 à 66.
- Les autres droits de l'accusé sont pris en compte dans les paragraphes 67 à 74 et le suivi de la procédure dans les paragraphes 75 à 79.
- La reconnaissance du pouvoir du TPIR d'annuler l'ordonnance de renvoi et l'obligation pour le Rwanda de s'y conformer sont visés au paragraphe 80.

8. Je fais donc valoir que la requête de la Défense est entachée d'erreurs et que les allégations factuelles contenues dans le mémoire ne permettent pas d'étayer les conclusions auxquelles elle est parvenue pour les raisons ci-après :

- Au paragraphe 4.2, la Défense s'appuie sur des allégations sans preuves de prévenus et de détenus du quartier pénitentiaire des Nations Unies (UNDF), parties intéressées par la procédure, qui prétendent que le Rwanda ne donne aucune garantie de sécurité, menace la vie des prisonniers par d'autres moyens, notamment par des enlèvements et des assassinats déguisés (voir note de bas de page n° 1 et Annexe A). Ces allégations n'ont fait l'objet ni d'enquêtes indépendantes ni de vérification. En particulier, la Défense n'a procédé à aucune enquête sur le territoire du Rwanda et n'a produit aucune preuve indépendante vérifiable pour étayer lesdites allégations.
- Dans l'Annexe B, la Défense se réfère au rapport de Human Rights Watch daté de juillet 2007, vol.19 n° 10 (A) publié avant le dépôt de la requête en renvoi du Procureur. La Défense n'a pu établir aucun lien entre le renvoi de l'affaire Yussuf Munyakazi au Rwanda et ledit rapport de HRW.
- De la même manière, elle se réfère, dans les Annexes C, E, F, G et I de la requête, à plusieurs articles publiés par le journal Hironde. Tous ces articles avaient été publiés avant le dépôt de la requête en renvoi du Procureur et ne se rapportent donc pas à la situation particulière de l'accusé. La Défense n'a pas su démontrer l'existence d'une quelconque pertinence ou d'un lien entre le renvoi de l'affaire Munyakazi et les articles publiés dans ce journal.

9. Le Procureur reconnaît HRW comme une organisation internationale indépendante de défense des droits de l'homme ainsi que sa contribution dans le domaine des droits humains. Il note que Human Rights Watch a souvent raison dans ses déclarations sur les droits de l'homme mais qu'elle se trompe aussi parfois. Dans la présente requête, Human Rights Watch s'est trompée. D'abord, le Procureur fait observer que HRW a fait l'amalgame autour des principes du droit international humanitaire, du droit pénal international et du droit international relatif aux droits humains, car elle a fusionné, sans distinction aucune, ces trois normes juridiques séparées avec des conséquences désastreuses. Ce faisant, HRW a confondu, d'une part, la procédure consistant à mener une enquête en vue de la poursuite d'un crime international et, d'autre part,

20/11/08

le fait de recueillir de déclarations en vue d'établir la violation de droits humains. Il est important de noter que toutes les violations des droits humains n'emportent pas nécessairement commission de crimes internationaux.

10. Human Rights Watch concède que le Rwanda a compétence pour juger l'accusé mais avance l'argument selon lequel le renvoi *pourrait* ne pas être possible du fait de l'absence potentielle d'une compétence *ratione materiae* ou compétence matérielle (voir par.18 à 24); et deuxièmement HRW fait valoir que le renvoi de l'affaire *pourrait* constituer une violation des dispositions de l'article 20 du Statut du TPIR (voir par. 25 à 67).

11. Les sources sur lesquelles Human Rights Watch se fonde pour étayer son mémoire, me semblent irrecevables, peu fiables, non crédibles et dénuées de valeur probante pour les raisons ci-après :

- Le mémoire de HRW manque de méthodologie, d'analyse scientifique et fait ressortir les problèmes inhérents à l'utilisation d'éléments de recherche « généraux » fournis par les ONG internationales portant sur des questions générales de droits humains pour les besoins des poursuites pénales internationales. Lorsqu'elle menait sa recherche, HRW n'a pas su reconnaître les différences et séparer les chevauchements entre le droit international humanitaire, le droit pénal international et le droit international relatif aux droits de l'homme.
- La plupart des documents dont HRW s'est prévalu dans son mémoire provenaient de sources anonymes. L'utilisation de sources anonymes porte un préjudice substantiel grave au Procureur et le prive du droit de procéder à des enquêtes et le cas échéant, d'interroger ces témoins anonymes afin de réfuter leurs allégations.
- Le paragraphe 4 du mémoire de HRW se lit : « les chercheurs de HRW ont suivi de près le système judiciaire au Rwanda depuis 2005 et évalué ses prestations suite aux réformes de grande envergure intervenues entre 2002 et 2004. Nos chercheurs ont suivi le déroulement des procès tant devant les juridictions que devant les juridictions *gacaca* et interrogé des douzaines de personnes travaillant dans le domaine de la justice: juges, procureurs, avocats et personnels d'ONG rwandais et internationales. Ils ont également interrogé des Rwandais qui ont bénéficié ou souffert des prestations dudit système judiciaire. Les allégations factuelles contenues dans notre mémoire se fondent sur des travaux de recherche supervisés par Alison Des Forges ».
- Le paragraphe 4 reproduit ci-dessus n'a donné aucune indication utile sur les chercheurs de HRW, la méthodologie qu'ils ont utilisée dans leur travail de recherche et n'est pas conforme à l'article 27 de la Directive à l'intention du Greffe du TPIR sur le dépôt de requêtes étayées par des faits litigieux.
- L'article 27 2) iii) de la Directive à l'intention du Greffe du TPIR datée du 15 juin 2007 est ainsi libellé : « Il convient de noter que la partie qui saisit une Chambre pour qu'elle se prononce sur un fait litigieux n'est pas admise à faire sous

208bis

serment des déclarations verbales devant celle-ci. Le fait litigieux doit au contraire être présenté sous serment, dans un affidavit ou toute autre forme de déclaration solennelle ». HRW n'a pas déposé d'affidavit ou de déclaration à cet effet. Des témoins de HRW n'ont pas non plus comparu pour déposer sous serment. D'une manière significative toutefois, HRW a été incapable ou a négligé de fournir les informations suivantes pour étayer son mémoire :

- a. La qualification, l'expérience et le domaine d'expertise de ses chercheurs ;
- a. La méthodologie de recherche utilisée ;
- b. Les critères dont ils se sont servis pour identifier et sélectionner les témoins interrogés ;
- c. La qualification, l'expérience et l'affiliation politique des témoins sélectionnés et interrogés ;
- d. Les rapports de HRW couvrant la période de 2002 à ce jour.

Pour n'avoir pas fourni ces informations au Procureur et respecté les conditions de l'article 27 de la Directive à l'intention du Greffe, HRW a sérieusement entamé la valeur probante des résultats des travaux de recherche qui sous-tendent de son mémoire.

Pour ce seul motif, la Chambre doit rejeter dans sa totalité les allégations non justifiées faites à l'appui de la requête.

12. Deuxièmement, le mémoire de HRW est vague, général et sans fondement pour les raisons suivantes :

- Rien de précis ne figure dans le mémoire concernant l'accusé Yussuf Munyakazi ;
- HRW n'a identifié aucun élément de la situation personnelle de l'accusé qui rendrait le renvoi de son affaire au Rwanda risqué ;
- HRW a mis l'accent sur des questions qui sortent du champ d'application de l'article 11 *bis*.

13. La procédure relative à l'article 11 *bis* ne se rapporte pas à une enquête d'ordre général sur la situation des droits de l'homme au Rwanda mais se limite à une procédure pénale spécifique devant permettre à la Chambre d'établir si l'accusé Yussuf Munyakazi bénéficiera d'un procès équitable au Rwanda.

14. HRW s'est appuyée sur des déclarations non vérifiées et non vérifiables provenant de sources anonymes. Ces déclarations non fiables portent notamment sur les éléments suivants :

2026/5

- a. La note de bas de page n° 16 du paragraphe 26 du mémoire de HRW indique qu'ils ont interrogé les témoins les 26, 28 et 30 mai 2005, et le 8 novembre 2006, le 11 septembre et le 14 novembre 2007. Toutefois, le mémoire de HRW ne fournit aucune information sur les chercheurs qu'elle a désignés pour interroger les témoins, la méthodologie utilisée, la manière dont les témoins interrogés ont été sélectionnés, la méthode d'évaluation de leurs déclarations et l'identité des personnes y ayant procédé.
- b. Pour n'avoir pas fourni des données sur les témoins, les chercheurs de HRW n'ont pas permis à la Chambre de vérifier l'utilité de la documentation fournie, rendant ainsi leur mémoire peu fiable.
- c. Le paragraphe 28 fait état de la détention illégale de Léonidas Nshogoza. Cette allégation ignore le fait que Léonidas Nshogoza est accusé par le TPIR. Voir (le Procureur c. Léonidas Nshogoza, affaire n° ICTR-2007-91-I).
- d. La note de bas de page 26 du paragraphe 36 du mémoire de HRW indique que l'entretien s'est fait par voie électronique. HRW n'a pas expliqué comment l'intégrité d'une communication électronique peut être protégée, surtout lorsqu'on sait que des personnes non identifiées peuvent avoir accès à une telle communication.
- e. Paragraphe 51: ce paragraphe constitue l'exemple classique d'une allégation non fondée. Il y est simplement mentionné que les 25 personnes interrogées par HRW pensent que les tribunaux du Rwanda ne sont pas indépendants. Ce paragraphe ne donne aucune explication ou exemple ou encore moins de raisonnement justifiant une telle assertion. Il n'indique pas non plus si des points de vue contraires ont été exprimés par d'autres personnes qui auraient été également interrogées.
- f. Au paragraphe 112, s'appuyant sur des déclarations de témoins non vérifiées ou non vérifiables, HRW fait valoir dans sa conclusion, que l'affaire de l'accusé Yussuf Munyakazi ne devrait pas être renvoyée au Rwanda.

Sur la base des erreurs identifiées dans le mémoire de HRW, je suggère que les allégations factuelles qui sous-tendent la requête de HRW soient rejetées dans leur totalité.

15. Association internationale des avocats de la défense (ICDAA) :

- L'ICDAA est une association internationale d'avocats de la défense qui ont des intérêts importants dans la présente affaire. Il ne s'agit donc pas d'une organisation impartiale susceptible d'assister la Chambre objectivement. Son mémoire devrait donc être traité avec beaucoup de circonspection.
- Rien ne prouve que l'ICDAA a mené une enquête indépendante au Rwanda ni que les sources et annexes sur lesquelles elle s'est appuyée sont pertinentes, fiables ou crédibles.

- Concernant les normes de preuve appliquées, l'ICDAA semble parfois se prévaloir d'une norme reposant sur « un risque important » (voir par. 120 et 127) ; tandis qu'à d'autres occasions, elle utilise des formulations telles que « discutable ou même douteuse » (voir par. 75) ; ou déclare que l'ICDAA « est préoccupée » (voir par. 65) ; ou qu'une question particulière « doit » sur la base des preuves à la disposition de l'ICDAA, recevoir une réponse négative (voir par. 9).

2008

CHAMBERY COURT OF APPEAL

Investigating Chamber

2008/00082
No. 2008188

Public hearing of the Investigating Chamber of the Chambery Court of Appeal, sitting on the Fifth of March Two Thousand and Eight, deliberations of Second April Two Thousand and Eight.

During the hearings and deliberations, the Court was composed of:

Mr. Clergue, President of the Investigating Chamber,
Mr. Leclercq and Ms. Broutechoux, Judges,

All three appointed to these posts in accordance with Article 191 of the Code of Criminal Procedure,

The Public Prosecutor was represented at the hearings by:
Mr. Berlioz, Advocate-General,

In attendance during the proceedings were Ms. Yacoubian, Registrar and Mr. Assailly, Registrar during the deliberations;

BETWEEN

The *Procureur général* seeking the execution of an extradition measure presented on 3 October 2007 by the Rwandan authorities

AND

Claver Kamana

Defendant

Born in 1936 in Rundu (Rwanda)

Of Munyantore Pierre

And of Nyirabarar Félicité

Nationality: Rwandan

Occupation: None

Residence: Congrégation St Joseph -10 place aux Bois-74000 Annecy

Detained at the Chambery Remand Prison

Warrant of committal pending extradition issued on 27 February 2008

Represented by Messrs Frances of the Grenoble Bar and Greciano of the Paris Bar, both present at the hearing;

PII08-0100F (E)

1

Translation certified by LSS, ICTR

1996's

Considering the extradition request filed on 18 October 2007 by the Rwandan authorities against Mr. Kamana in execution of the international warrant of arrest issued on 28 August 2007 by the Public Prosecution Department of the Republic of Rwanda in Kigali for genocide, complicity in genocide, murder and extermination;

He was arrested in Annecy on 26 February 2008;

Considering the record of the deponent's interrogation on 27 February 2008 by the Public Prosecutor at the Annecy *Tribunal de grande instance*;

Considering the warrant remanding him into custody at the Chambery Prison issued on the same day by the Annecy Public Prosecutor;

Considering the Defendant's interview record established on 28 February 2008 by the *Procureur général* of the Chambery Court of Appeal,

Considering the documents produced,

Considering the legal provisions applicable to the facts,

Considering the translation of the various documents attached to the request,

Considering the *Procureur général*'s written submissions of 28 February 2008,

Considering the notifications of hearing date served upon the Defendant and his Counsel on 28 February 2008, pursuant to the provisions of Article 197 of the Code of Criminal Procedure,

Considering the filing of the case with the Registry of the Investigating Chamber, where it was made available to the Defendant's Counsel until the hearing date in the form and within the time-limit provided for under Article 197(2) and (3) of the Code of Criminal Procedure,

Considering the proper filing of the case with the Registry of the Investigating Chamber on 4 March 2008 at 2:15 p.m., by Mr. Frances for the defence of Mr. Kamana;

Considering the Law of 9 March 2004, considering Articles 694-696(47) of the Code of Criminal Procedure, and

Considering Mr. Kamana's interview record during the 5 March 2008 hearing;

During the 5 March 2008 **public** hearing, the Investigating Chamber, the composition of which is stated above, heard:

- the report of Mr. Clergue, presiding,
- the submissions of Claver Kamana,

1986's

- the submissions of the Prosecution,
- the observations of Messrs Frances and Greciano about the defendant;

Mr. Kamana and his Counsel were the last to address the court.

THE INVESTIGATING CHAMBER:

Similarly composed, after deliberating in accordance with Article 200 of the Code of Criminal Procedure, in the absence of the Prosecution, the Registrar, the parties and their Counsel, rendered in public session on **2 April 2008**, in the presence of the Prosecutor and the Registrar, the following Decision that was read out by the President:

Whereas, upon examination of the case-file and the proceedings, it emerges as follows:

Whereas when questioned on 5 March, Mr. Kamana acknowledged that the arrest warrant issued on 28 August 2007 by the Rwandan judge actually concerned him, and declared that he was objecting to being handed over to foreign authorities;

Whereas in the light of the documents transmitted, Mr. Kamana is being charged with having planned the execution of Tutsi between 6 April and 3 July 1994;

Mr. Kamana declared having returned to France in 1999. He was denied political refugee status and all available remedies have been exhausted.

Whereas Mr. Frances filed a brief for dismissal of the request on the grounds that there was no guarantee that Mr. Kamana would be heard by an impartial, independent and fair tribunal; that some procedural rules were not respected and that, in view of Mr. Kamana's health, he could not receive appropriate medical treatment in Rwanda;

Whereas the *Procureur général* has made his submissions;

Pursuant to the international warrant of arrest, Mr. Kamana is charged with genocide, complicity in genocide, conspiracy in genocide and crimes against humanity including murder and extermination and having committed ordinary crimes by forming, directing and being part of a criminal association to commit genocide.

It states that Mr. Kamana trained, equipped, prepared and organized the militia, particularly in Gihara, Rubona and Runda in Gitarama *préfecture* with a view to committing genocide against the "Tutsi", MRND opponents or "moderate" Hutu.

He assisted in the creation of the "*Interahamwe*" militia and distributed weapons provided by the then Government. He organized roadblocks and supervised the massacres which were committed there. The militia underwent training and met in his "Amarangano" and "Ruyenzi" bars in Runda. Witnesses testified that, at a rally, he incited the Hutu to kill all the Tutsi, whom he referred to as RPF accomplices, and that he distributed weapons and grenades to the militias in

1976g

May 1994. He was seen leading attacks, armed with a sword. He paid 50,000 RWF to militiamen to kill people whose names were on a list that was in his possession.

The warrant of arrest is cited hereunder in its entirety, to avoid any ambiguity regarding the charges:

"Individual criminal responsibility and references to instruments criminalising the acts"

- The Accused, Claver Kamana is personally responsible for the crimes with which he is charged in this request and which fall within the ambit of Organic Law No. 16/2004 of 19 June 2004 establishing the organisation, competence and functioning of Gacaca Courts charged with prosecuting and trying the perpetrators of the crime of genocide and other crimes against humanity, committed in Rwanda between October 1, 1990 and December 31, 1994 as amended to date, and for which he is personally responsible and liable to punishment under Articles 51(1) and 72 (hereinafter "Organic Law").
- The crime of genocide is also punishable by international instruments as provided for in Articles II(a) (b), (c) and III(a) of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide adopted by the United Nations General Assembly resolution 260 (III) A of 9 December 1948, which came into force on 12 January 1951 and was ratified by Rwanda by Legislative Decree No. 08/75 of 12 February 1975, published on page 230 of the official gazette of the Republic of Rwanda of the same year (hereinafter the "Convention").

Count 1: Genocide

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with genocide, a crime punishable under Article 51 of the Organic Law and by the Convention on Genocide cited earlier, in that between 7 April and 4 July 1994 in Kigali town and Gitarama *préfecture* he, with the intent to destroy the Tutsi in whole or in part knowing perfectly well that the others had the same intent, planned, instigated, ordered, committed and supported or aided and abetted in one way or another, the planning, preparation or execution of massacres in which Tutsi died or suffered bodily and mental harm.

Count 2: Complicity in genocide

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with genocide, a crime punishable under Article 51 of the Organic Law and by the Convention on Genocide cited earlier, in that between 6 April and 4 July 1994 in Kigali town and in Gitarama *préfecture* in Rwanda he, with the intent to kill all or some Tutsi and knowing that his assistance would contribute to the accomplishment of the crime of genocide, planned, instigated, ordered, committed and supported or otherwise aided and abetted the planning, preparation or execution of massacres in which Tutsi died or suffered bodily and mental harm.

1965's

Count 3: Conspiracy to commit genocide

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with conspiracy to commit genocide, a crime punishable under Article 51 of the Organic Law, in that between 6 April and 4 July in Kigali town in Rwanda, and with the intent to destroy in whole or in part members of the Tutsi ethnic group, he conspired and agreed with other people such as the members of the local administration, military officials and various *conseillers de secteurs*, *Interahamwe* leaders, MRND officials at the local and national levels and the members of Prime Minister Jean Kambanda's Interim Government of 8 April 1994, to kill or cause serious bodily and mental harm to members of the Tutsi ethnic group, as explained in detail hereunder.

Acts relating to Counts 1 to 3 of the Indictment

- As one of the leaders of the *Interahamwe* militia of Runda commune in Gitarama *préfecture*, Claver Kamana trained the *Interahamwe* who killed Tutsi in Gitarama *préfecture* in Gihara, Rubona areas and in other neighbouring *secteurs*. He provided premises for the training of the *Interahamwe* within the buildings that housed his Amasangano bar located in Runda beyond the river Nyabarongo bridge, on the tarmac road that links Kigali town to Butare *préfecture*. From the said bar and under the escort of armed *Interahamwe*, Claver Kamana used to inspect the massacres of the Tutsi in the surrounding areas.
- He is charged with setting up roadblocks in Runda in Gitarama *préfecture* on the banks of river Nyabarongo, and with supervising the massacres that were carried out there by the *Interahamwe* militia.
- From the time the multiparty system was instituted in Rwanda towards the 90s, Claver Kamana housed and fed *Interahamwe* militiamen in the premises of his Amasangano bar. Four years later, the same militia killed Tutsi in Gihara and in other places in Runda commune.
- Just before April 1994, meetings were held in the Amasangano Bar premises and one day, the local citizens from the various opposition political parties in Gihara (where Claver Kamana lived) attacked the premises where the *Interahamwe* militiamen were living and flushed them out by throwing stones at them. Claver Kamana left at the very beginning of the genocide to live in Kigali but returned soon after and settled in Gihara. He later moved to Rubona where he held a meeting together with someone called Antoine Masengesho, the then *bourgmestre* of Runda, and incited the local Hutu population to kill all the Tutsi whom he referred to as accomplices of the RPF (Rwandan Patriotic Front, a political and military movement which was fighting against the Government of the day).
- According to information available to the Rwandan Public Prosecutor, which was received from the local Gacaca court and recorded during the information gathering phase, Claver Kamana returned to Gihara around May 1994 under the

escort of *Interahamwe* militiamen and, during a meeting that he chaired or in which he, in any event, participated, he called on the Hutu to kill the Tutsi and distributed weapons and grenades to the Gihara *Interahamwe* for that purpose.

- He is also charged with uttering the following words at the meeting, when he was talking to the *Interahamwe* militiamen: "*Ni uguhiga inzigo y'icyitso kandi na bwa bututsi musurtz Ff'nibyo*", which can literally be translated as: "In our hunt for accomplices, we must not spare the Tutsi wretches (very poor) because their nature is the same".
- After Claver Kamana had publicly uttered these words, inciting racial hatred, the local Hutu attacked many residences belonging to Tutsi, massacring the poor and rich indiscriminately and killing hundreds of Tutsi, including an old man called Désiré Zihabarama, Francisco Gasinzigwa and his children, Migambi and all the members of his family, as well as Munana and his children. All of them were killed by people who were responding to Claver Kamana's call.
- During one of the attacks against the Tutsi of Gihara, Claver Kamana led the attack, armed with a sword. Eye witnesses describe in detail how a large number of Tutsi were killed in that attack.
- Eye witnesses also report how Claver Kamana distributed weapons in conjunction with the commune authorities of Runda in Rubona. Some of those who received the weapons at the time assert that they received the guns and grenades from Claver Kamana himself. Others who received guns are Antoine Masengesho, a former official of the MDR party in Runda commune, Emmanuel Kagarama, a former businessman, Pierre Hitimana, a former driver of the commune and his sons.
- Acting in concert with Sixbert Ndayambaje, Uzatsinda, a former soldier of the FAR (the then Rwandan Armed Forces), Joseph Ntakirutimana alias Sankara, a former agricultural extension worker and the communal brigadier, Munyaneza, the suspect organized and financed activities of the *Interahamwe* based in Runda, particularly around Gihara and Rubona;
- At one of the meetings that were organized in May 1994 in Rubona, Claver Kamana is accused of having publicly incited the Hutu to kill the Tutsi, by telling them: "*Dore ntacyo mwakoze uriya mukecuru witwa Isabella aracyakora iki?*" That statement can be literally translated as: "In the final analysis, you haven't done anything! How come that old Isabelle is still alive?"

Most fortunately, the RPF occupied the area militarily and at the last minute saved Isabelle, who had been condemned to death by Claver Kamana.

According to the accounts of eyewitnesses who themselves participated in the genocide, Claver Kamana, at the various meetings, called on the Hutu to hunt down the Tutsi. He chaired many meetings that took place in his Ruyenzi bar (another of Claver Kamana's bars situated not far from the Amasangano bar). At that meeting, he swore that all the Tutsi whose names featured on his list should be killed. He paid out a sum of 50,000 RWF to young *Interahamwe* militiamen, whom he requested to be thorough in the execution of their task.

- Claver Kamana helped to erect roadblocks all over Runda commune, beginning with the one that was located a few metres from his Ruyenzi bar, at the junction of the road that leads to Gihara. He supervised the massacre of the Tutsi and regularly received each evening, reports from the exterminators, one of whom was his own brother, Kayitani Kaberuka, who used Claver Kamana's pick-up vehicle to transport Tutsi to the various points where they were exterminated.

Crimes against humanity

Count 4: Murder as a crime against humanity

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with murder as a crime against humanity, as provided for in the Convention of 26 November 1948 and in the Organic Law of 30 August 1996 and punishable by Article 14 of the same law.

Murder is also punishable under Article 311 of the Penal Code Book II and Article 51(3) of the Organic Law, in that between 7 April 1994 and 4 July 1994 in Gihara, Rubona, Runda and its surroundings, with the intent to kill in whole or in part members of the Tutsi ethnic group, he planned, instigated, ordered, committed or aided and abetted in the planning, preparation or execution of ethnic and political massacres of a civilian population as set out below.

Factual basis for the count of murder

The massacre of various Tutsi families, of Désire Zihabarama, Fransisco Gasinzigwa and his family, Munana and his children by the *Interahamwe* militia following the indoctrination and appeal of Claver Kamana is a perfect illustration of his role as a member of the murderous regime.

Count 5: Extermination as a crime against humanity

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with extermination as a crime against humanity, a crime punishable by the Organic Law, specifically Article 51(1), (3), in that from 6 April to 30 July 1994 in Gihara, Rubona and Runda in the Republic of Rwanda, Claver Kamana, with the intent of participating in the elimination of a great number of persons, and knowing full well that his act was part of other criminal enterprises, planned, instigated, ordered, committed or aided and abetted in the planning, preparation or execution of the extermination or massacre of a

1986's

civilian population as part of widespread and systematic attacks directed against a civilian population on ethnic grounds.

Factual basis for extermination

- The Accused participated in the widespread massacres that took place in the various areas mentioned in this Indictment, where thousands of Tutsi were killed as part of the genocide, and where the *Interahamwe*, under his personal command, killed thousands of Tutsi in well organized attacks.
- He personally directed and commanded those attacks in the various areas mentioned in this Indictment, and provided logistical assistance to the *Interahamwe*, which included their transportation in communal vehicles, the provision of weapons and the supervision and inspection of their sordid work, as well as by directly and publicly inciting the Hutu to massacre the Tutsi.
- He pursued his extermination campaign with the Government of Jean Kambanda, who fled towards the border with Congo, spreading on his way the ideology that the Tutsi were the common enemy of the Hutu and inborn accomplices of the RPF, thus justifying their killing. That genocidal message incited the Hutu masses to commit genocide against their Tutsi neighbours all over Rwanda, and specifically where he lived.
- The Suspect is also charged with the commission, during the genocide, of ordinary law crimes as provided for and punishable under the Rwandan Criminal Code, Book II.

Ordinary law crimes as provided for by the Rwandan Penal Code.

Count 6: Creating, adhering to, participating in, and directing a joint criminal enterprise whose purpose was to harm persons and property.

The Public Prosecutor charges Claver Kamana with participation in, membership of, creation, supervision and leadership of a joint criminal enterprise whose sole objective was to harm persons and property, a crime provided for in Article 281 and punishable under Articles 282 and 283 of the Rwandan Penal Code, in that between 6 April and 14 July 1994, a criminal organization known as *Interahamwe* was created and trained by the former regime.

As a member of the *MRND*, a member of the *MRND* prefectural committee in Gitarama and an influential member of the *MRND* in Runda, he formed a criminal enterprise with the *Interahamwe*, whose sole reason for existing was to kill persons and destroy property.

By means of that criminal organization, Claver Kamana ordered, committed or otherwise aided and abetted the planning and execution of the genocide and other crimes committed by the *Interahamwe*, as explained above.

192bis

Factual basis for the crime of creating, adhering to, participating in, and directing a criminal enterprise whose objective and sole reason for existing was to harm persons and their property.

- Before and during the genocide, but between 1992 and 1994, a criminal enterprise, "*Interahamwe*," was formed. The *Interahamwe* militia was the youth wing of the ruling party, the *MRND*, which was given military training with the objective of eliminating the Tutsi during the genocide.
- Between April and July 1994, Claver Kamana, who created a joint criminal enterprise with the military command and leadership of the *Interahamwe*, conspired with the administrative authorities, both civilian and military, provided such weapons as grenades and rifles, trained and equipped the said militia, and in spite of the fact that Claver Kamana and his aforementioned accomplices were aware of the clearly predictable consequences of their acts, they deliberately and knowingly participated in the furtherance of the criminal enterprise.
- He continued to direct and advise the *Interahamwe* even when he knew that the criminal militia was killing persons and destroying property.
- During the various attacks and massacres of Tutsi following such attacks, in Gihara and in Runda commune, Claver Kamana with his *Interahamwe* who served as his bodyguards, participated in other killings and thus became members of a joint criminal enterprise, whose objective was to harm persons and property. This joint criminal enterprise committed other crimes such as looting and rape and inflicted inhumane and degrading treatment on the Tutsi.

The Indictment is accompanied by the following guarantees:

- The law abolishing the death penalty;
- Appropriate detention conditions (according to international experts);
- A fair trial, a competent and impartial tribunal, public hearings, counsel;
- Judgement by the High Court of the Republic of Rwanda;
- Detention shall be the exception;
- Free disclosure of case file to the Accused and his Defence;
- Detention not exceeding six times 30 days except there is a risk of escape;
- Cases warranting remand are the same as those in France under Article 144 of the French Code of Criminal Procedure;
- Possibility of appeal against all orders in respect of detention, appeal against judgement on the merits, potential objections and review of appeal.

Rwanda ratified the Convention of 9 December 1948 on genocide by the Legislative Decree of 12 February 1975.

Whereas Counsel for Mr. Kamana filed a brief to which a response is here provided;

Whereas the original documents have been admitted into evidence;

Whereas Mr. Kamana actually fled his country and only INTERPOL can intervene at the international level; whereas it is not established that Mrs. Kanama's life would be in danger and, in any event, it is not her extradition that is being sought; whereas the European Court of Human Rights is of the view that the higher interests of the State may take precedence over family ties;

Whereas it is submitted that Mr. Kamana is entitled to an impartial and independent judge and Rwanda provides no guarantee in its application;

Whereas in view of the documents provided, assurances are given in this regard;

Whereas if Mr. Kamana could be tried in France, he would be, if extradition was denied and the Rwandan authorities officially disclosed the facts to France; whereas this is not a legal decision on our part but a purely political one;

Whereas it is submitted that Mr. Kamana has been sentenced to death in Rwanda; whereas no evidence of this has been adduced;

Whereas the instant case is not about political offences, for genocide is not a political offence but a crime against humanity; whereas it cannot be argued that extradition would violate civil parties' rights which would be more important in France, as these are not taken into account in the laws on extradition; whereas the instant case is about extradition and constitution of civil parties is inadmissible in such a procedure;

Whereas it is also submitted that many documents are missing in the case file; whereas, however, under Article 696(8) of the Code of Criminal Procedure, the document required in support of an extradition request is a warrant of arrest issued by a judicial authority, which is the case here;

Whereas attached to the request is the Organic Law abolishing the death penalty; whereas the legal instruments applicable to crimes of genocide are specified and provided as copies as is the case with the Organic Law of 19 June 2004; whereas the same applies to the dates and scenes of the crimes between 6 April and 30 July 1994 at the aforementioned locations; whereas the applicable sentence is life imprisonment, in view of the abolition of the death penalty;

Whereas it is also submitted that neither his diabetes nor cancer could be treated in Rwanda; whereas this is only an affirmation and not a demonstration or proof; whereas Mr. Kamana's current state of health does not require hospitalization but only medication;

Whereas under a 1948 international convention there are no statutory limitations on crimes of genocide in both French and Rwandan laws; whereas a life imprisonment sentence to be served in full is consistent with French law and public policy.

1906's

Whereas participating in a criminal association to plan any of the crimes stipulated by law, especially genocide, is punishable in France with life imprisonment under Article 212(3) and whereas there are no statutory limitations to prosecuting such crimes under Article 213(5); whereas the relevant Rwandan laws are exactly the same;

Whereas it is submitted that according to non-governmental organizations, Rwanda applies inhumane and degrading treatment without specifying its nature; whereas these are harsh living conditions but not inhumane or degrading, as is the case with any form of loss of freedom; whereas nothing proves that prisoners in Rwanda are tortured or subjected to inhumane or degrading punishment or treatment within the meaning of Article 3 of the European Convention on Human Rights;

Whereas under Article 5 of the European Convention on Human Rights, detention is considered lawful for a person against whom an extradition procedure is instituted; whereas as to the right to be tried within a reasonable time, it turned out that Mr. Kamana fled his country because he knew that he was sought after there; whereas the duration of the proceedings will be proportional to the gravity of the crimes he is charged with and will not be subject to any statutory limitations both in France and in Rwanda under the International Convention of 9 December 1948 and of 26 November 1968 on the Non-Applicability of Statutory Limitations to the Crime of Genocide;

Whereas under Article 6 of the European Convention on Human Rights guarantees have been given by the Government of Rwanda, stipulating that he will have the right to a fair trial before an independent and impartial tribunal, access to legal representation; whereas, moreover, he has chosen in France a counsel particularly familiar with the case, having already served as counsel with the International Criminal Tribunal for Rwanda according to court records;

Whereas the death penalty has been abolished in Rwanda pursuant to Organic Law No. 31-2007 of 25 July 2007 and replaced by life imprisonment, which sentence is compatible with French public policy, which itself provides for such sentences;

Whereas the *modus operandi* of the courts required to try genocide cases from 1990 to 1994 was annexed to the extradition request; whereas considering the Official Gazette of 19 June 2004 containing the provisions on the *modus operandi* of these courts, and after a careful analysis of judgements by the Court, it is satisfied that such legal provisions would guarantee the right to a fair trial and expeditious judgement (p. 60);

Whereas decisions may be appealed (Article 31); whereas political office holders may not sit in these courts (Article 19); whereas hearings shall be public (Article 21), whereas judgements shall be reasoned (Article 25), and witnesses shall be protected (Article 29); whereas both Prosecution and Defence witnesses shall be admitted and heard (Article 39);

Whereas all assurances have been given as to a judicial treatment and prison conditions compatible with France's international commitments and human dignity, and whereas the Government of Rwanda must comply with such commitments solemnly undertaken during these proceedings;

1896

Whereas from the foregoing the requesting authorities have undertaken in writing to comply with the fundamental principles adhered to by France; whereas the prison in which Mr. Kamana will be detained has already been designated; whereas it should be moreover pointed out that the International Criminal Tribunal for Rwanda expects to transfer certain accused persons to Rwanda for trial;

Whereas this shows that this international tribunal, which has studied the functioning of the Rwandan judicial institutions and has visited prisons, is satisfied that the requirements for the implementation of the fundamental principles of the respect for human rights have been guaranteed, especially with regard to trial and detention conditions;

Whereas extradition is also requested for Count 6, namely "ordinary" crimes, as set out in the Rwandan Penal Code; whereas, however, regarding crimes not set out in the Organic Law but only in the Penal Code, and therefore not referring to genocide directly, it follows that these crimes committed from 1992 to 1994 are time-barred within the meaning of French criminal law;

Whereas, moreover, contrary to the provisions of Article 696(8) of the Code of Criminal Procedure, the criminal law provisions applicable to these crimes are not annexed and, therefore, request in respect of this count can only be found to be inadmissible;

Whereas it should be pointed out that by its formal commitments in the request, the Government of Rwanda has undertaken to abide by the following principles and conditions, which are stated in the request and, therefore, form an integral part of this Decision:

Abolition of the death penalty

In particular, we refer to Organic Law No. 11/2007 of 16 February 2007 which abolishes the death penalty. This law abolishes the death penalty for cases before the ICTR (International Criminal Tribunal for Rwanda) and other countries when they are transferred to Rwandan courts.

This law institutes all the rights and guarantees of a fair trial, and that is the basis for Rwanda's requests for extradition and transfers.

Furthermore, the law abolishing the death penalty throughout the Rwandan judicial system has been in force since 25 July 2007.

Appropriate detention conditions

Once extradited to and detained in Rwanda, Claver Kamana will enjoy appropriate conditions of detention in a prison that has been vetted by a team of international experts from the International Criminal Tribunal for Rwanda as conforming to international standards.

Mpanga prison located in the South Province has been designated as the main detention facility. Persons transferred to the facility will be fed, given healthcare, and dignifying and humane treatment consistent with international standards.

Fair trial

If Claver Kamana is charged with the crimes set out in this request, on the basis of the aforementioned legal instruments, he will be heard without delay, fairly and publicly by a competent and impartial tribunal established by law.

He will be entitled to be represented by counsel of his own choosing and if he does not have the resources to hire counsel, the Rwandan Bar Association will be legally obliged to assign him counsel who will represent him throughout the trial.

As provided for by the law on the transfer of cases from ICTR and other countries to Rwanda, these cases will be tried in the first instance by the High Court of the Republic of Rwanda.

Claver Kamana's crimes as presented in this request are punishable under international and domestic laws. The crimes with which he is charged are in no way political. He is not punishable and does not run the risk of being tried summarily and in a biased manner because of his ethnic origin. He is a criminal guilty of crimes provided for and punishable by law for which accused persons are held accountable before legally constituted courts.

It should be recalled that Article VII of the Genocide Convention considers that "[g]enocide and the other acts enumerated under Article III shall not be considered as political crimes for the purpose of extradition".

Some fundamental principles as enshrined in the Rwandan Code of Criminal Procedure.

Rwandan criminal procedure is governed by Organic Law No. 13/2004 governing the Code of Criminal Procedure, as amended today.

Criminal investigations are carried out by Criminal Investigations Officers under the supervision of an official of the Public Prosecution Department. This activity involves recording the complaints and receiving documents relating to the crime, collating Prosecution and Defence exhibits, finding suspects and their accomplices so that they can be prosecuted by the Public Prosecution Department.

The Criminal Investigations Officers initiate investigations either *proprio moto*, at the behest of the Department of Public Prosecutions or after the complaint is lodged. They are primarily responsible for the conduct of the investigations. A case may be referred to the judicial police through a written or verbal complaint. Any verbal complaint must be recorded in writing.

After the initial investigation, the case file is transmitted to the Public Prosecution Department, which must bring the suspect before a judge. In the event that the Public Prosecution Department

decides to prosecute the defendant, it shall transmit the file to the competent court as provided for by law. Where this is the case, the case is said to have been referred to a judge.

The accused is presumed innocent until a final ruling is issued. This principle is enshrined both in the Constitution and in the Code of Criminal Procedure. Where the Public Prosecution Department decides to prosecute the accused, it bears the onus of proof and must find all the evidence which, moreover, shall be adduced by all legal and factual means.

The judge shall make his determination when he is satisfied that the Prosecution and the accused have each in turn presented all their evidence.

However, the Public Prosecution Department may need to conduct a second investigation to shed light on matters it considers important before referring the case to the competent judge.

In this case, the Public Prosecution Department

- Finds evidence;
- Summons witnesses and any other persons concerned with the case;
- Questions the witnesses;
- Conducts visits to the *locus in quo*;
- Conducts a search or executes a seizure with a search warrant issued by the *Procureur général de la République* or his representative and a record of the seizure is established if the objects seized must be produced before a judge as proof of commission of the crime;
- May use the services of interpreters, translators and experts;
- Orders that the accused be released on bail or kept in detention;
- Whenever the Organic Law on the Gacaca courts is concerned, the Gacaca courts are considered as special courts in relation to ordinary law courts. The accused is heard by the Gacaca courts (except for extradition and other cases transferred to Rwanda as stipulated in Law No. 11/2007) that fall under the jurisdiction of the *cellule*. It is these Gacaca courts at the *cellule* level that categorize the accused depending on the facts of the case and the criteria set forth in Article 41(2) of the Organic Law on Gacaca courts mentioned above;
- Category 1 suspects extradited to Rwanda or transferred by the ICTR (International Criminal Tribunal for Rwanda) are tried at the first instance by the High Court of the Republic pursuant to Law No. 11/2007;

- The accused enjoys a fair trial, the rule of law and the presumption of innocence. Enjoyment of total freedom even by an accused is a fundamental principle enshrined in the Constitution. In Rwanda, the principle is freedom and detention is the exception;
- The right to a defence is guaranteed throughout the proceedings, the right to a first and second investigation (by the police and the Public Prosecution Department) is guaranteed for the entire duration of the investigation;
- Rwandan law also provides for legal assistance where the accused is unable to pay for a lawyer. The law provides that, upon presentation of a certificate of indigence issued by the local district, the Court shall request the Rwandan Bar Association to assign counsel to the accused *pro bono*;
- The Criminal Investigations Officers as well as Officers of the Public Prosecution Department at all levels are obliged to inform the accused of his right to counsel prior to questioning;
- The person being questioned has the right to remain silent if he prefers to give his statement in the presence of a lawyer;
- The accused and his defence have the right to consult the case file, read it and communicate with their counsel. The accused has the right to abstain from providing any information to the investigator if he so wishes and the investigator has the obligation to inform any accused of his right to be assisted by counsel of his own choosing.

Possibility of referring a case to a Judge

Once the investigation is closed, the case is referred to the competent court. The duration of the rest of the procedure depends in part on the quality of the initial investigation (the better the investigation, the lower the risk that the Public Prosecution Department will order another investigation). Be that as it may, once the accused is in custody, the detention period should not exceed 6 months after a 30-day extension by the judge.

Detention on remand

The accused should not be detained on remand unless there is *prima facie* evidence of his guilt and the offence with which he is charged is punishable with a prison sentence of at least two years.

However, this would not be the case where there is well-founded fear that the accused may flee, where his identity is unknown or uncertain or where there are serious and urgent reasons requiring his detention in the interest of public security.

Under Articles 93 and 94 of the Code of Criminal Procedure, *prima facie* evidence that may cause the judge to order detention on remand includes:

- Serious reasons to believe that he has committed a crime punishable with a prison term of at least two years;
- Serious reasons to fear that he may flee or if there are grave and exceptional circumstances that require his detention in the interest of public security;
- Where detention on remand is the only measure for protecting evidence either by ensuring that pressure is not exerted on witnesses and victims, or by preventing fraudulent collusion between suspects and their accomplices;
- Where such detention on remand is also the only means of providing protection for the suspect, of ensuring that he remains available to the courts, of stopping the offence or preventing its recurrence;
- Where detention on remand is the only means of stopping an offence, which causes extraordinary and persistent disturbance of public order, by reason of its gravity, the particularly aggravating circumstances under which it was committed or the seriousness of the prejudice caused.

Where all conditions for detention on remand have been met, the Officer of the Public Prosecution Department may, upon hearing the suspect through counsel, place the suspect under provisional arrest and cause him to appear before the nearest judge, who will determine whether or not to detain him on remand.

The judge may grant the Public Prosecution Department 30 days within which to conduct all necessary investigations. The thirty-day deadline may be extended more than six times. However, it may only be authorized by the judge where there is *prima facie* evidence of guilt warranting further detention on remand under the conditions stipulated above.

Right to Appeal

The suspect is entitled to lodge an appeal against any orders for detention on remand, including orders confirmed by the Indictments Chamber:

- Appeals against detention on remand

The suspect is entitled to lodge an appeal against orders for detention on remand or conditional release. The suspect has five days, from the date of the issuance of the order, within which to lodge such appeal. The appeal has to be dealt with within five days.

- Appeals against judgement on the merits

The suspect is entitled to exercise his right to appeal where he feels that the sentence handed down is too harsh in view of mitigating circumstances, or where he believes the Public Prosecution Department has not adduced convincing and irrefutable evidence before the court.

- Application to set aside
- An application to set aside is a type of appeal procedure used in cases where judgement is rendered *in absentia*. Notice of such judgements shall be duly given by the Court Clerk or the Registrar. Any person who is convicted *in absentia* has the right to file an application to set aside such judgement within 10 days from the date of notification of the same.
- Petition for review

Article 180 of the Code of Criminal Procedure provides that a petition for review is a form of appeal against a final judgement from a given court. This appeals mechanism is open to anyone convicted of a crime or a simple offence as provided for under the law, as well as persons convicted of homicide where sufficient evidence subsequently emerges that the person is alive.

Whereas the offences with which the accused is charged are punishable under the French law with either a penalty for a misdemeanour or a penalty for serious crimes; whereas under the law of the requesting country it is punishable with a penalty for serious crimes or with at least two years' imprisonment; whereas the request is not politically motivated; whereas the offences are not time-barred under French law, the applicant's national law or international conventions; whereas this is not a military offence; whereas the punishment applicable in the applicant's country is not repugnant to French public policy, given that the death penalty has been abolished in the applicant's country; whereas the courts in the requesting state guarantee due process and protect the rights of the defence; whereas the acts were not perpetrated within the territory of the Republic and were not prosecuted and conclusively tried therein;

Whereas there are grounds for granting the request for extradition in respect of Counts 1 to 5, and no grounds for granting same in respect of Count 6 *et seq*;

Mindful of Articles 696(13) to 696(15) of the Code of Criminal Procedure;

FOR ALL THESE REASONS,

W9618
18365

THE COURT

Sitting as an Investigating Chamber in a public hearing,

After having deliberated in accordance with the law,

Grants the above request for extradition in respect of Counts 1 to 5 and **denies** the request in respect of Count 6.

Orders the *Procureur général* to forward a copy of this Decision forthwith to the Minister of Justice, Keeper of the Seals, to serve all necessary purposes;

Wherefore this Decision has been read and signed by the President and the Registrar.

[Signed]

Registrar

[Signed]

President

Certified true copy
Registrar

[Seal and signature]
